Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 409 du 30 novembre 2025

Au sommaire :

- **Après avoir utilisé Zelensky pour faire la guerre à la Russie, Trump s'entend avec Poutine pour dépecer l'Ukraine, Macron et Merz s'indignent pour avoir leur part du pillage** - *Galia Trépère*
- **Propagande militariste, réarmement, budget d'austérité, licenciements… une même guerre de classe contre les travailleur·es** - *Christine Héraud*
- **Retour sur l'année 1995, le mouvement de novembre-décembre, la dérobade de l'extrême-gauche et quelques enseignements** - *Démocratie révolutionnaire*

Après avoir utilisé Zelensky pour faire la guerre à la Russie, Trump s'entend avec Poutine pour dépecer l'Ukraine, Macron et Merz s'indignent pour avoir leur part du pillage

Depuis une dizaine de jours, il est question d'un « plan de paix » de Trump pour l'Ukraine, tout aussi incapable de mettre fin à la guerre que le plan de paix pour Gaza alors que la population palestinienne subit quotidiennement les bombardements et les exactions de l'armée israélienne à Gaza et en Cisjordanie et que celle-ci est intervenue à plusieurs reprises ces derniers jours au sud-Liban et en Syrie.

Le 20 novembre dernier, un plan en 28 points, négocié avec Poutine, était transmis à Zelensky et Trump sommait celui-ci d'y répondre avant le 27 novembre. Le plan prévoyait que l'Ukraine cède à la Russie des territoires au-delà des 19 % du pays que l'armée russe occupe, qu'elle accepte de réduire la taille de son armée et renonce à intégrer l'Otan tout en prévoyant qu'elle intègre l'UE. Le plan envisageait aussi la réintégration de la Russie au G8 et la levée progressive des sanctions.

Ce plan en forme d'ultimatum… à l'Ukraine, agréé par Poutine, avait été élaboré par Steve Witkoff, promoteur immobilier, ami personnel et partenaire de golf de Trump, son envoyé spécial, auteur avec le gendre de Trump, Jared Kushner, du plan pour Gaza et Kirill Dmitriev, un proche du dictateur russe, patron d'un fonds souverain russe, sanctionné pour cette raison par le trésor américain depuis mars 2022.

Il suscite dès sa publication dans la presse américaine le refus de Zelensky et l'indignation des dirigeants européens, et de nouvelles négociations ont eu lieu le dimanche 23 novembre à Genève en présence du chef de cabinet de Zelensky, Andriy Yermak, du ministre des Affaires étrangères américain Marco Rubio et des représentants allemand, britannique et français, avant des discussions plus larges entre Européens en marge du sommet du G20 à Johannesburg. Trump agrée une nouvelle version du plan en 19 points qui limite les concessions territoriales aux territoires ukrainiens occupés par la Russie, abandonne la réduction des effectifs de l'armée ukrainienne et réintroduit la possibilité d'adhésion à l'Otan.

Poutine a déjà fait connaître son rejet de cette nouvelle version du plan, fort des « succès » de l'armée russe qui aurait repris deux villes ukrainiennes dans le Donbass et surtout de la faiblesse du pouvoir de Zelensky. En Ukraine, on estime que 300 000 soldats mobilisés ont déserté et les brigades de recrutement se heurtent de plus en plus souvent à la résistance de ceux qui veulent échapper à la conscription et aux gens qui les aident à le faire. Le patriotisme ne fait pas recette dans la population dont une partie croissante n'a plus d'illusions sur le fait que le gouvernement Zelensky serait moins corrompu que les précédents. Cet été, la jeunesse s'est mobilisée massivement contre le gouvernement lorsqu'il a voulu remettre en cause l'indépendance des institutions de lutte contre la corruption et l'a fait reculer. Début novembre, a éclaté un énorme scandale dans lequel sont impliqués des proches de Zelensky au plus haut niveau et huit de ses ministres. Il est question de 100 millions de dollars de pots-de-vin au total extorqués par le trust Energoatom et d'autres entreprises publiques de l'énergie à des sous-traitants et d'un réseau de blanchiment d'argent provenant d'affaires criminelles dirigé par Timour Minditch, un vieil ami et associé de Zelensky, lequel a quitté le territoire ukrainien peu de temps avant les perquisitions ordonnées contre lui. Cette semaine, Yermak lui-même, le bras droit de Zelensky, mis en cause, vient d'être démissionné.

Le régime de Zelensky est en train de s'effondrer, corrompu matériellement, politiquement et moralement, financé, armé, dirigé pour manipuler son propre peuple enrôlé dans la guerre par procuration des USA et de l'Otan contre leur rival capitaliste Poutine. Zelensky pourrait bien être sacrifié à un accord avec Poutine, ce qui est, depuis qu'il l'avait humilié publiquement dans le bureau ovale de la Maison Blanche, dans les intentions de Trump. Macron le recevra lundi, dans l'espoir de conforter la position de celui qui représente sa dernière carte pour trouver une place dans les sinistres marchandages en cours.

Des indignations hypocrites au service des intérêts des puissances européennes pour tirer leurs bénéfices de la guerre

La divulgation du plan américain en 28 points a suscité une vague d'indignations dans les capitales européennes. La « trahison » de Trump servirait les plans de guerre contre l'Europe que la propagande occidentale prête à Poutine pour tenter de faire accepter non seulement le réarmement mais aussi comme l'a exprimé en France le chef d'état-major des armées, le sacrifice de ses enfants.

« *1938-2026 : l'histoire ne balbutie pas. Elle se répète. Avec la même inexorable conclusion : la guerre qui vient. Munich hier, Kiev aujourd'hui.* », écrivait lundi dernier Dominique Moïsi dans sa chronique hebdomadaire des *Echos*. Le désormais ennemi public n°1 Poutine est ainsi comparé à Hitler comme l'avaient été Saddam Hussein en 1990 au moment de la première guerre contre l'Irak, puis le dictateur Milosevic avant la guerre menée par l'OTAN en 1999 contre la Serbie… Poutine serait le nouvel Hitler avec lequel les USA concluraient un pacte comme le firent la Grande-Bretagne de Chamberlain et la France de Daladier à Munich avec Hitler.

Poutine n'a ni l'intention ni la force d'attaquer un autre pays d'Europe. Et surtout, les États-Unis, en soutenant Zelensky et l'État ukrainien, n'ont jamais défendu les intérêts de la population ukrainienne comme voulait le faire croire la propagande occidentale. Ils ont seulement utilisé celle-ci comme chair à canon dans la guerre par procuration qu'ils mènent contre la Russie. Avec sa brutalité coutumière, Trump a révélé les buts de cette guerre lorsqu'il a conclu le 30 avril dernier avec Zelensky un accord de partenariat pour exploiter les richesses minières d'Ukraine : disputer à la Russie ces richesses ou les négocier avec Poutine sur la base des nouveaux rapports de force créés par la guerre. De la même façon aujourd'hui, le plan de paix américain promet-il de consacrer une partie -100 milliards de dollars- des avoirs russes gelés dans des banques européennes à des investissements contrôlés par des entreprises américaines.

Quant aux dirigeants européens, leur versatilité à l'égard de Trump est dictée par leur volonté d'avoir quelques miettes du festin ukrainien. Une « vassalité heureuse » qui a pour cause l'impuissance des bourgeoisies européennes du fait de leur concurrence réciproque, de leur volonté de s'accrocher à leurs frontières et à leur État national, les garants de leurs privilèges.

Plans de paix, plans de business, les USA mènent leur guerre

« *C'est un véritable business plan qui se cache derrière la paix que Trump tente d'imposer en Ukraine. Comme en Azerbaïdjan, au Congo, à Gaza — et aujourd'hui à Kiev — le schéma est toujours le même : Trump conditionne ses plans de paix à un accès privilégié aux ressources économiques locales pour les milieux d'affaires américains.* » Tel était le sujet, lundi dernier, de la chronique internationale « *Derrière la paix, le business* », sur BFM Business, qui mettait en évidence les ressorts de l'agitation diplomatique de Trump. L'accord conclu fin avril entre Trump et Zelensky garantit aux États-Unis un accès prioritaire à l'exploitation des ressources ukrainiennes. Celles-ci, estimées 26 000 milliards de dollars, comprendraient des minerais essentiels à la fabrication de batteries pour lesquels les États-Unis sont à l'heure actuelle extrêmement dépendants de la Chine.

Même scénario pour des accords de paix que Trump a initiés entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en échange de l'aménagement d'une voie commerciale, au Congo contre l'accès à des mines de cobalt et de lithium, à Gaza… Et l'article de conclure : « *Ainsi va la paix selon Trump : derrière chaque initiative diplomatique, il sécurise les ressources, et renforce la sphère d'influence américaine — tout en ouvrant la porte des marchés locaux aux géants technologiques et miniers américains.* »

Par tous les moyens en leur pouvoir, guerre économique, commerciale, présence militaire et intervention guerrière comme dans le Golfe persique, contre l'Iran ou aujourd'hui le Venezuela, l'oligarchie capitaliste américaine et ses représentants, comme Trump aujourd'hui -mais cette politique a commencé avec Obama et Biden- mènent une véritable guerre, mondiale, pour sauvegarder leur domination face à la Chine et préparer la guerre avec celle-ci.

Face à la crise de rentabilité du capital, face à la concurrence des puissances émergentes, les gouvernements de Biden et de Trump ont subventionné massivement les grandes entreprises et les grandes fortunes -l'Inflation Reduction Act de Biden-, ils se sont attaqués aux droits sociaux et démocratiques des travailleurs. Trump travaille à la mise en place de sa dictature pour poursuivre en l'accentuant cette politique dans le même but, museler la classe ouvrière pour lui imposer surexploitation et misère et enrégimenter la population pour la préparer à la guerre.

Si des oppositions s'expriment au sein même du Parti républicain contre Trump, elles ne portent pas sur le fond mais sur les effets retour de cette politique au niveau de la population pour des résultats peu probants. La Russie obtiendrait la reconnaissance qu'elle recherchait au lendemain de l'effondrement de l'URSS alors que la Chine s'impose dans la concurrence internationale. Le fond des

discussions au sein des classes dirigeantes porte sur la façon d'enrayer le déclin de la première puissance mondiale dans le capitalisme mondialisé en pleines mutation et crise. Elles n'ont pas de réponse, leur échec est celui d'un capitalisme en décomposition.

Les droits des peuples comme la démocratie sont foulés au pied par les puissances capitalistes, seule une révolution socialiste mondialisée contre leur pouvoir corrompu leur donnera vie.

Galia Trépère

Propagande militariste, réarmement, budget d'austérité, licenciements… une même guerre de classe contre les travailleur·es

La comédie parlementaire se poursuit à la recherche d'un improbable vote du budget 2026, après l'échec de Lecornu, le rejet par l'Assemblée de son volet recettes, à la quasi-unanimité.

Le Sénat a pris le relai jeudi, après avoir voté la veille un budget de la Sécu réactionnaire qui a bloqué la suspension de la réforme des retraites et rétabli partiellement le gel des pensions. Ce sera une terrible régression pour les malades et les plus pauvres. Les « allers-retours » parlementaires et les faux- semblants devraient durer jusqu'au 23 décembre, délai fixé par la constitution, une comédie où tous les partis font mine de s'affronter, au gré de leurs rivalités et intérêts électoralistes, alors que, du PS au RN, tous discutent de comment imposer l'austérité aux travailleur·es, faire payer les classes populaires et sur le fond tous d'accord pour que les milliardaires et le grand patronat continuent d'alimenter leurs profits à l'aide des finances publiques et des budgets militaires, pour mener leurs guerres économiques et militaires.

Lecornu dispose encore du PS, son meilleur allié, comme ultime espoir d'obtenir une majorité, ce dernier, responsable devant le CAC40, prêt à un accord « négocié » avec le bloc gouvernemental pour lequel il pourrait même accepter… un 49-3 ! Il n'est même plus question de taxer les ultra-riches mais juste de les soumettre à un emprunt forcé qui pourrait être remboursable au bout de quatre ans. Une blague !... que le Sénat n'a pas prise au sérieux.

Anticipant son échec, et pour s'assurer de faire passer les nouvelles attaques, Lecornu a réuni les partis parlementaires en vue de votes thématiques séparés, sur les priorités qu'il juge « *absolues* », comme le « *renforcement des armées* », la sécurité intérieure et extérieure et le narcotrafic qui seraient discutés les 10 et 17 décembre.

Ce budget de guerre contre les travailleur·es sera d'une façon ou d'une autre imposé au monde du travail dans le cadre des institutions de la République bourgeoise façonnées pour imposer sa domination et ses guerres. C'est sur son propre terrain de classe que le monde du travail, avec la jeunesse, refusera de se sacrifier, de marcher au pas et de sacrifier ses enfants.

Leur budget... un plan d'attaque pour mener la guerre sociale, économique et militaire

Ce sont les prochaines attaques contre le monde du travail que Lecornu doit absolument faire passer, qu'il trouve une majorité au Parlement ou par recours aux ordonnances.

Son budget est une saignée destinée à résorber le déficit creusé par le siphonnage des finances publiques par les milliardaires et le grand patronat, et à financer l'augmentation des budgets militaires.

Le Projet de loi de finances et le projet de financement de la Sécu constituent un même plan d'attaque global contre l'ensemble du monde du travail, salarié·es, chômeur·ses, malades et handicapé·es, étranger·es et migrant·es. Près de 30 milliards d'euros d'économies sur les dépenses de l'Etat sont prévus au PLF, 5,5 milliards au PLFSS, c'est-à-dire sur les services publics et les budgets sociaux, alors qu'il n'est pas question de toucher aux revenus des ultra-riches et du grand patronat.

Le budget prévoit des milliers de suppressions supplémentaires de postes de fonctionnaires. Les collectivités, communes, départements et régions sont ponctionnés de 5,3 milliards. Leurs prévisions budgétaires pour 2026 les contraignent entre autres à aggraver les coupes dans les subventions aux associations en particulier sociales et de santé, sur lesquelles l'Etat se décharge de ses missions. Beaucoup annoncent de nouveaux licenciements, le recul de leurs services, voire de nouvelles fermetures de structures qui laisseront les plus fragiles sans aides, sans soins, sans hébergements.

Les faillites d'entreprises qui se multiplient, - 69 000 estimées dans les PME en 2025 - les plans de licenciements vont aggraver la détresse économique et sociale.

Mais « *la véritable austérité viendra après le budget 2026, l'heure des vrais sacrifices approche* », promet le réactionnaire think tank Montaigne, la voix du grand patronat qui chiffre des sacrifices nécessaires comme diminuer de 60 % les aides personnelles au logement, de 18,5 % les aides aux chômeurs, ou encore supprimer 200 000 postes dans la fonction publique. Il s'appuie sur un rapport de l'OFCE (office français des conjonctures économiques) qui indique que pour « *stabiliser* » la dette publique, il faudrait amplifier les efforts dans les prochaines années pour économiser environ 120 milliards d'euros, soit quatre fois les économies prévues dans le PLF 2026. Leur plan de bataille est écrit, les travailleur·es ont besoin d'écrire le leur.

Nous ne sacrifierons pas nos vies et celles de nos enfants au capital ni à leur patrie

Il n'y a que les budgets militaires qui sont en augmentation. Le « réarmement » les a fait exploser de + 77 % entre 2017 et 2025. Le gouvernement a rajouté 3,5 milliards cette année aux 476 milliards de la loi de programmation militaire 2024-2030.

Macron, rejeté, discrédité, qui ne peut plus jouer que sur son titre de chef des armées pour rester dans la course, dans son intervention devant des militaires à Varces en Isère, a parlé d'un « *monde incertain* » où « *la force prime sur le droit* » et où « *la guerre se conjugue au présent* ». « *La seule façon d'éviter le danger, c'est de s'y préparer* », a-t-il affirmé.

Menaces de guerre, conflits « *de haute intensité* » sont des réalités auxquelles se préparent tous les gouvernements et états- majors. Mardi 25 novembre, le Parlement européen a adopté un programme pour l›industrie européenne de la défense (EDIP) qui va accélérer la production commune d'armements et renforcer l'aide militaire à l'Ukraine. Cette escalade ne relève pas de la folie de dirigeants bellicistes ou du moins leur folie est celle de la logique du capitalisme pourrissant qui engendre le militarisme et les guerres indissociables des guerres économiques et commerciales.

Toute leur propagande nationaliste et guerrière vise à préparer l'opinion, à façonner les esprits, les dominer. La dramatisation outrancière et sans fondement d'une attaque de la Russie contre l'Europe voudrait soumettre les travailleur·es et la jeunesse au patriotisme économique et militaire, faire « *accepter de perdre ses enfants et souffrir économiquement* » comme le déclarait le Chef d'état-major des armées au congrès de l'association des maires de France. Des propos qui n'avaient rien d'improvisé mais s'inscrivaient dans l'objectif d'inciter à « *la coopération étroite entre les forces militaires et la société civile* », de préparer le pays à la guerre. Ce n'est pas la Russie qui menace l'Europe, mais les principales puissances européennes dont la France et l'Allemagne qui veulent se donner les moyens de participer à l'offensive des USA et de l'Otan.

Macron a annoncé la création d'un service national militaire volontaire, où la jeunesse apprendra, outre le maniement des armes, « *l'esprit de discipline, la marche au pas, l'ensemble des chants et rituels qui nourrissent la fraternité de nos armées* ». « *Notre jeunesse a soif d'engagement* » a-t-il proclamé tout en ayant jugé bon de lui verser une solde de 1000 euros… au cas où les vocations manqueraient. Mais la jeunesse n'a soif que d'engagement pour la justice, la paix, la sauvegarde de la planète, de même que les travailleur·es, et elle n'est pas prête à mourir pour les multinationales et les financiers, à constituer les troupes du « *réarmement moral de la nation* ».

Pour l'embrigader, pour museler la colère et la révolte du monde du travail, faire accepter le pire, les serviteurs zélés des classes dominantes suscitent et surfent sur la peur que leur système engendre, la peur de la guerre, des conséquences de la guerre commerciale, d'un krach financier. Au Parlement, les plus va-t-en guerre se gonflent d'autant plus de postures patriotiques que ce sont les enfants des classes populaires qu'ils enverront se faire trouer la peau pour les milliardaires et le grand capital.

Ces derniers ont besoin d'un pouvoir fort capable d'imposer l'ordre dont les patrons ont besoin pour leurs affaires et pour nous faire travailler plus, imposer l'ordre des casernes à l'usine, ce à quoi postule l'union des droites et l'extrême-droite, en cherchant à imposer à la société leurs politiques et leurs idéologies xénophobes, sécuritaires et patriotiques.

La gauche politique et syndicale tout aussi responsable vis-à-vis du grand patronat et intégrée à l'ordre social participe du consensus militariste, pour « *l'intérêt national* », celui des classes dominantes. Si les député·es LFI ont voté contre les crédits militaires et la Loi de Programmation Militaire en 2023, ce n'était pas en opposition au militarisme mais parce qu'ils pensaient que le gouvernement n'allait pas assez vite dans le réarmement. Ils lui ont opposé leur propre programmation militaire.

Notre drapeau est rouge

Combattre les politiques et la propagande austéritaires et va-t-en guerre nécessite de lutter pour nos intérêts de classe, pour la solidarité internationale des travailleur·es et en finir avec la domination d'une classe minoritaire, parasite et réactionnaire, cela ne se joue pas au Parlement.

Ce jeudi à l'Assemblée, LFI a fait passer sa proposition de loi sur la nationalisation des sites français d'ArcelorMittal au gouvernement et à la droite avec l'abstention du RN, un vote symbolique lors de sa niche parlementaire qui, plus qu'une réponse aux salarié·es de l'entreprise entendait avant tout défendre la « *souveraineté industrielle de la France et sa capacité à produire de l'acier* » en particulier pour « *la défense nationale* », tout en « dédommageant » les patrons à hauteur de 3 milliards d'euros. Mais si ce vote peut être perçu comme positif par les salarié·es, ces derniers ne pourront pas faire l'économie de la lutte pour le maintien des sites et de leurs emplois.

Le sort des travailleur·es ne dépend pas des petits jeux politiciens parlementaires, mais de leurs luttes, de leur capacité à mener leur propre guerre de classe.

Nous avons besoin de nous préparer à l'affrontement inévitable avec le pouvoir, de faire vivre la démocratie « par en bas » en toute indépendance des appareils et des institutions, dans nos AGs de lutte, interpros, nos syndicats… d'y discuter d'un programme pour annuler la dette, exproprier les banques et les grandes entreprises, soustraire l'ensemble des richesses produites à la loi du profit pour les mettre au service des besoins collectifs.

Le 2 décembre, l'intersyndicale CGT-Solidaires-FSU appelle à une journée de grève contre le budget, nouvelle journée sans lendemain pour « *faire pression sur le Parlement* », sans perspectives et sans plan de lutte pour préparer

l'affrontement avec le gouvernement et le patronat· Les travailleur·es, les jeunes qui veulent s'en saisir pour dire leur colère, n'ont aucune raison de subir la passivité des directions syndicales. Ce que nous avons réussi à faire le 10 septembre avec Bloquons-tout, a ouvert de nouvelles possibilités que tous les appareils veulent étouffer. Les grèves et manifestations de cette journée du 2 pourront réellement être utiles si nous en faisons une nouvelle étape de notre organisation afin de prendre nous-mêmes nos luttes en main, les diriger, préparer l'affrontement avec la réaction pour renvoyer dans les cordes tous ceux qui veulent nous faire marcher au pas, renverser la table.

Christine Héraud

Retour sur l'année 1995, le mouvement de novembre-décembre, la dérobade de l'extrême-gauche et quelques enseignements

Il y a trente ans, le 24 novembre, commençait le mouvement de grève de novembre-décembre 95. Après plus de trois semaines de quasi paralysie du pays, le gouvernement Juppé cédait. L'année 95 représente plus globalement un tournant politique.

Depuis l'effondrement de l'URSS, la bourgeoisie rêvait de la « *fin de l'histoire* » et de la lutte des classes, alors que depuis les années 80 Thatcher affirmait… « *Il n'y a pas d'alternative !* » et que la gauche gouvernementale, le Parti socialiste et le Parti communiste, arrivée au pouvoir en 1981 derrière Mitterrand, s'était convertie au libéralisme économique pour se mettre au service de l'offensive capitaliste contre les travailleur·es et les peuples.

La lutte de classe va rapidement redonner vie à l'histoire…

Chirac, alors qu'il s'était fait élire quelques mois plus tôt en dénonçant la fracture sociale, annonce, le 26 octobre, une politique visant à réduire le déficit de la France dans la limite des 3 %, limite fixée par le traité de Maastricht. Juppé, Premier ministre, présente son plan de bataille devant l'Assemblée nationale le 15 novembre à l'occasion de son discours de politique générale. Il veut généraliser aux fonctionnaires et aux entreprises publiques (RATP, SNCF et EDF) le passage à 40 années de cotisation imposées aux salarié·es du secteur privé par la réforme Balladur de 1993, augmenter l'âge de départ à la retraite à 60 ans, couper les dépenses pour les secteurs publics, imposer des mesures de baisse des dépenses de santé, le contrôle de la Sécurité sociale par l'État à travers l'établissement d'une loi annuelle (PLFSS) pour encadrer ses dépenses.

Face à la contestation, la fermeté de Juppé qui déclarait rester « *droit dans ses bottes* » ne tiendra que quelques semaines·

Le mouvement de grève touche l'ensemble des services publics, la jeunesse mobilisée dans les universités et les lycées, mais relativement peu le secteur privé. Il représente la plus grande grève qu'ait connue la France depuis Mai 1968. Elle contraint le gouvernement Juppé à retirer la plupart de ses projets de réforme, à l'exception de la prise de contrôle de l'État sur le budget de la Sécurité sociale. Les conséquences de celle-ci s'illustrent aujourd'hui par les débats à l'Assemblée nationale sur le projet de loi de son financement (PLFSS).

Cet anniversaire est l'occasion de revenir non seulement sur le mouvement de novembre-décembre mais sur le tournant politique dont 1995, un moment charnière qui voit le retour de la droite au pouvoir après deux septennats de gouvernements de gauche et de cohabitation, le discrédit de cette gauche de gouvernement qui a engagé l'offensive contre le monde du travail dans la foulée de Reagan et Thatcher au début des années 80. Une large fraction du monde du travail se détourne de cette gauche caviar pour exprimer sa colère lors de l'élection présidentielle le 23 avril par le vote pour Arlette Laguiller, candidate de Lutte ouvrière, qui recueille 5,3 % des voix soit 1 600 000 voix.

L'offensive capitaliste engagée par la gauche va s'accentuer, la politique du pouvoir devenir plus agressive sous Jospin, Sarkozy puis Hollande et Macron, offensive à laquelle le monde du travail ne saura ni ne pourra répondre, pas plus en 2003, 2010 qu'en 2016 sur la loi travail ou en 2023 lors du mouvement contre la réforme des retraites. La gauche syndicale et politique incapable d'affronter l'État et le capital se plie à l'offensive capitaliste pour intégrer sa politique, capituler devant sa propagande.

Malheureusement ni Lutte ouvrière ni la Ligue communiste révolutionnaire ne sauront ouvrir une perspective à ce mouvement de rupture d'une fraction du monde du travail et de la jeunesse avec la gauche de gouvernement dont 1995 est la première manifestation, impuissance qui se traduira par le recul du mouvement révolutionnaire, l'accentuation de ses divisions.

Cet anniversaire est l'occasion d'un retour en arrière sur un moment charnière, une occasion manquée pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire, pour dégager les enseignements d'un échec que nous n'avons toujours pas surmonté. Il s'explique certes par le contexte historique mais les organisations issues du mouvement trotskyste ont continué et continuent leur politique sectaire, incapables de surmonter leurs divisions qui se sont accentuées parce qu'elles sont incapables de prendre la mesure de l'évolution du capitalisme et des rapports de classe, des enjeux de la nouvelle période en gestation, pour agir et se penser non plus comme des opposants de la gauche mais comme un potentiel parti des travailleur·es qui manque toujours cruellement.

Il est de la responsabilité de chacune et chacun d'entre nous, de l'ensemble des militant·es de tirer les leçons de cet échec, conclusion de trente années de lutte pour rompre avec les politiques qui y ont conduit, et élaborer

ensemble une stratégie unitaire et démocratique pour jeter les bases d'un parti des travailleur·es.

Pour y contribuer, il nous a semblé utile de republier un article paru dans *Démocratie révolutionnaire* en mars 2023 pendant le mouvement contre la réforme des retraites, une façon d'illustrer la continuité de notre propre combat.

Démocratie révolutionnaire

*****

Retour sur 1995, le mouvement de novembre-décembre, le score d'Arlette Laguiller à la présidentielle : un tournant, une occasion manquée, des enseignements pour aujourd'hui

Par Yvan Lemaitre

Depuis presque un mois, les comparaisons et analogies fleurissent entre le mouvement contre la réforme des retraites et le mouvement contre le plan Juppé contre les retraites et la Sécurité sociale de novembre-décembre 1995. Ce retour à 95 nous aide à mettre en perspective le mouvement actuel, à comprendre sa place dans l'évolution sociale et politique des rapports de force afin de nous permettre de mieux comprendre nos tâches actuelles et à venir à la lumière de l'expérience passée, d'en tirer les enseignements, de mesurer nos limites pour mieux les surmonter. Chaque mouvement a sa spécificité, son caractère inédit. La période qui voit le mouvement de novembre-décembre 95 répond à des caractéristiques bien différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui. Elle s'inscrit dans un moment politique particulier déterminé à l'échelle internationale par les suites de la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS. L'offensive libérale et impérialiste orchestrée par les USA triomphe. Ici, on sort des années 1980, avec les réformes libérales des gouvernements Mitterrand, les politiques d'austérité. La gauche s'est totalement intégrée à la politique et à l'idéologie libérales, participe sans réserve à l'offensive capitaliste alors que le PC est vidé de toute force après sa participation au gouvernement Mitterrand et l'effondrement de la bureaucratie issue du stalinisme sans autre perspective que la liquidation de l'URSS pour rejoindre le monde capitaliste occidental, l'affairisme le plus corrompu.

Le Monde titrait une « *première mobilisation contre le monde néolibéral* ». Effectivement, l'année 1995 prend le sens social et politique d'un premier sursaut du monde du travail et de ses organisations face à l'offensive libérale des classes dominantes en lutte pour le maintien du taux de profit, un sursaut social, le mouvement de novembre-décembre, un sursaut politique, pour la première fois depuis des décennies, une candidate révolutionnaire, trotskyste, Arlette Laguiller, a recueilli à l'élection présidentielle fin avril 1 615 552 voix, soit 5,30 %. Les deux se conjuguent du point de vue des perspectives du mouvement ouvrier révolutionnaire et prennent une signification historique dont, malheureusement, ce dernier ne sera pas pleinement en mesure de s'emparer.

Après la cohabitation droite-gauche, la droite de retour au pouvoir provoque le mouvement ouvrier

A l'issue des élections législatives de 1993, la droite est revenue au gouvernement, Balladur est premier ministre. Puis, l'élection de mai 1995 élit Chirac président de la République. C'est la fin de la cohabitation orchestrée par Mitterrand, la possibilité pour la droite d'assurer ses positions en accentuant l'offensive contre le monde du travail et ses organisations espérant bénéficier de la démoralisation engendrée par la capitulation de la gauche.

L'été 1993, Balladur avait imposé, dans la continuité de la politique entamée par la gauche, une réforme des retraites qui faisait passer, pour les seuls travailleurs du privé, la durée de cotisation nécessaire pour un « *taux plein* » de 37,5 à 40 ans, attaque qui créait la division entre public et privé qui pèse encore aujourd'hui.

Deux ans plus tard, la droite poursuit l'avantage. Chirac annonce une réforme de l'assurance-maladie, un « *contrat de plan* » d'austérité à la SNCF et la généralisation de la mesure Balladur qui augmente la durée des années de cotisation pour une retraite à taux plein de 37 ans et demi à 40 ans pour les retraites du public (régimes « spéciaux » compris). La réforme du financement de l'assurance maladie remettait en cause sa gestion paritaire syndicats-patronat et menaçait ainsi des positions institutionnelles majeures pour les appareils syndicaux que ni FO ni la CGT ne pouvaient accepter.

L'annonce qu'il n'y aurait aucune mesure d'augmentation générale pour les fonctionnaires en 1996, puis celle de la remise en cause de tous les régimes de retraite particuliers dont bénéficiaient les salariés de la fonction publique déclencha les hostilités.

La CGT et FO gardent le contrôle d'un mouvement dont la direction ne leur est pas contestée

Le mouvement fut impulsé et dirigé par FO et la CGT, la CFDT soutenant la réforme de la Sécu, à travers une série de journées de mobilisation, les temps forts. Les cheminots en furent la force motrice militante. Le 10 octobre pour les fonctionnaires ; le 14 novembre pour la défense de la Sécurité sociale, à l'appel des cinq confédérations plus les syndicats d'enseignants, FEN et FSU ; le 14 novembre avec des manifestations dans toute la France ; le 24 novembre et le 28 novembre, deux journées qui virent le démarrage de la grève générale proprement dite de la SNCF et de la fonction publique.

Les journées de manifestations furent autant de temps forts permettant de ressembler largement le monde du travail d'une ville, d'entraîner les travailleurs des petites entreprises, de construire le rapport de force

La grève s'étendit, s'approfondit et dura, portée par un mécontentement qui dépassait les revendications immédiates de la fonction publique. Elle fut le résultat d'une réelle mobilisation militante portée par la CGT dont les cheminots furent la force motrice, l'occasion d'un réel renouveau de formes de démocratie directe, la CGT ne craignant pas d'appeler ses militants à développer des liens entre entreprises pour étendre la grève entre secteurs, catégories ou professions.

Les deux appareils, qui jusqu'alors s'étaient alignés sur la gauche au gouvernement, ne craignaient plus de militer pour la généralisation de la grève, sa reconductibilité au moment où leurs positions institutionnelles et leur crédit auprès des travailleurs étaient menacés.

Cette grève a forcé le gouvernement à reculer sur tous les points ou presque où il avait mené l'attaque contre les travailleurs de la fonction publique sauf sur la Sécurité sociale.

Début de rupture avec la gauche, regain de combativité et de militantisme auxquels le mouvement révolutionnaire n'a pas su donner une perspective

Le mouvement de novembre-décembre a été une véritable libération après plus d'une décennie qui avait vu les appareils se faire ouvertement les alliés du pouvoir contre les travailleurs. La grève a fait découvrir ou redécouvrir la force du monde du travail. Les directions syndicales ont été obligées de mobiliser leur base pour conduire et étendre la grève, les grévistes ont découvert les assemblées générales où ils pouvaient discuter, la solidarité entre grévistes. Nombre d'entre eux ont fait l'expérience qu'il valait mieux propager la grève vers d'autres entreprises, plutôt que de s'enfermer dans la sienne, que la force du mouvement était leur propre mobilisation militante.

Ce regain d'activité ouvrière, de solidarité dans la grève, de contestation globale s'il redonne une dynamique aux appareils syndicaux surtout la CGT, aussi à la gauche face aux nouvelles attaques engagées par la droite, aurait pu ouvrir de nouvelles possibilités dans la direction de la construction d'un parti des travailleurs. L'élection présidentielle de mai 1995 en avait sans ambiguïté mis en évidence les besoins et les possibilités nouvelles ouvertes par les capitulations de la gauche dans le contexte international d'offensive libérale et impérialiste dont l'effondrement de l'URSS était une des conséquences déterminantes historiquement.

L'écho rencontrée par la campagne menée par Lutte ouvrière autour de la candidature d'Arlette Laguiller ainsi que ses résultats soulignaient ses possibilités.

L'appel lancé par Arlette le soir du premier tour de la présidentielle à la construction d'un parti des travailleurs « *qui manque cruellement* » répondait à ce besoin et reçut un large écho bien au-delà du mouvement révolutionnaire. Mais pour la majorité de la direction de LO, il ne s'agissait en fait que d'un « *simple appel propagandiste* ». Prendre au sérieux cet appel, lui donner un contenu militant, dynamique ainsi que le proposaient les camarades qui ont donné naissance à notre courant après notre exclusion de LO aurait signifié engager une politique démocratique d'unité des révolutionnaires que LO avait pendant longtemps fait sienne. Quand le moment de passer sérieusement aux actes s'est présenté, la direction de LO mise en situation d'impulser cette unité, s'est dérobée.

« *Nous n'avons pas fait appel*, écrivait-elle, *à un regroupement de différentes organisations d'extrême gauche. Le résultat des élections ne changeait absolument pas, de ce point de vue, la situation par rapport à la période précédente. Pas plus qu'avant, il n'y avait aucun progrès, ni quantitatif ni encore moins qualitatif, à attendre d'un simple regroupement des organisations d'extrême gauche existantes. En outre, le contexte actuel, où la principale des organisations d'extrême gauche, et la plus proche de nous, la LCR, et ses scissions ou ses tendances ne conçoivent l'avenir que dans la collaboration avec des forces issues des mouvements alternatifs, ou même de la social-démocratie ou de la droite du Parti communiste - alors même que ces forces, ou sont dérisoires, ou ne veulent de toute façon pas de la Ligue -, n'ouvre en fait même pas la possibilité d'un regroupement des seules organisations qui se revendiquent du communisme ou de la révolution, ne fût-ce que verbalement.* »[1] Le procès et la condamnation étaient faits bien que la LCR se soit adressée à LO pour dire « *chiche* » par un courrier signé d'Alain Krivine, explorons ensemble les possibilités, tentant de surmonter ses errements qui l'avaient conduite à appeler à voter Voynet, Hue ou Arlette !

La question du parti du monde du travail au cœur de l'année 1995

« *Ce n'est qu'un score bien plus élevé, au moins le double, qui aurait pu permettre d'avoir l'espoir que cela se concrétise sur le terrain militant* »[2] écrivait aussi LO commentant les résultats d'Arlette pour se justifier, faisant d'un score électoral la jauge et renvoyant sa dérobade aux conditions objectives pas assez mûres !

Cette dérobade de la direction de LO se conclut par notre exclusion en mars 1997. Elle fut un refus de discussion d'une direction qui ne pouvait assumer sa vérité, ses propres reniements, incapable de faire face, dépassée par une situation qui pourtant donnait raison à sa politique et son orientation passées. Cette exclusion, si elle fut décidée par une assemblée générale de toute l'organisation, fut la négation même de tout rapport démocratique, refus de discussion, accusations ridicules montées de toutes pièces, calomnies et au final une assemblée générale-procès pour souder par des méthodes staliniennes l'organisation.

LO tournait le dos à sa propre politique pour s'engager dans un cours sectaire sans retour possible.

En avril 1997, au moment où nous nous lancions dans la publication d'un hebdomadaire, *Voix des travailleurs*, tout en engageant des discussions avec l'ensemble des courants révolutionnaires dont la LCR, nous écrivions, essayant de résumer l'enseignement pour nous de cette séquence suite de 1995, dans une brochure intitulée « *Fausses raisons d'une exclusion, vraies raisons d'une rupture* »[3] : « *La conscience de la nécessité de s'engager pleinement dans la construction d'un tel parti ne peut naître dans une fraction minime de la classe ouvrière qu'à partir de nouvelles déceptions qui éclairent, sans doute possible, le rôle réactionnaire des appareils syndicaux comme des partis de gauche. C'est ce qui se passe aujourd'hui quand chaque nouvelle possibilité de mobiliser pour essayer de recréer la confiance est gâchée par les appareils qui fuient la bagarre. Les mouvements actuels ou l'absence de mouvement révèlent l'incapacité des syndicats comme des partis de gauche à répondre aux aspirations et à la volonté de lutte des travailleurs les plus conscients. C'est sur ce sentiment que nous devons nous appuyer. Il ne s'agit pas de se plaindre que rien ne se passe, mais de montrer les limites qu'imposent l'absence d'un parti et les possibilités.*

Entre les sympathies, les militants potentiels et les révolutionnaires, il y a l'obstacle de l'opportunisme ouvert ou de la suffisance gauchiste et moraliste. »

Les possibilités ouvertes pour les révolutionnaires en 1995 se sont confirmées par la suite à la fois par l'impulsion donnée aux luttes et aussi sur le plan politique. C'est ainsi qu'aux élections européennes de 1999, LO et la LCR, unies pour un simple accord électoral, obtenaient 5 député·es au Parlement européen sans faire le moindre pas en avant sur le plan politique et organisationnel. L'écho rencontré par nos idées pourtant s'élargissait comme en attestent les résultats obtenus par l'extrême gauche aux élections présidentielles de 2002 et 2007. De ce point de vue, la fondation du NPA en 2009 représentait un pas en avant important malgré le boycott hostile de LO, un pas dans le sens du parti des travailleur·es pour lequel nous militions qui représentait au sein de la LCR une clarification au point qu'elle se traduisit immédiatement au moment du congrès de fondation du NPA par une première scission, la Gauche unitaire, puis en 2012 par une nouvelle scission de la Gauche anticapitaliste avant que la section française de la IV organise elle-même la scission au dernier congrès de 2022. Dépassée par le projet qu'elle avait elle-même contribué à impulser, elle crut ne pas avoir d'autre choix que de saboter le navire, un bilan de faillite qui vient justifier le sectarisme de LO.

Alors que le capitalisme, malade de lui-même, court à la faillite, recommencer les mêmes erreurs serait une abdication

Ce que nous écrivions en 1995 garde sa pertinence, son actualité, alors que le mouvement révolutionnaire est confronté à l'approfondissement, la radicalisation de ce que nous décrivions en 1997, de nouvelles prises de conscience fruits « *de nouvelles déceptions qui éclairent, sans doute possible, le rôle réactionnaire des appareils syndicaux comme des partis de gauche* ». Alors aussi que ce mouvement révolutionnaire perd son âme dans les scissions-exclusions-divisions le vouant à l'impuissance par-delà les proclamations et l'autosatisfaction affichées par chacune de ses différentes fractions rivales.

L'évolution du capitalisme financiarisé mondialisé après la crise de 2007-2008 a profondément changé les rapports de la bourgeoise avec le monde du travail. « *Après la crise de 2008*, écrit Romaric Godin, *le capitalisme français et le capitalisme mondial entrent dans une crise structurelle. Pour les défenseurs du camp du capital, il est plus difficile d'accepter de faire des concessions. Qu'on s'entende bien : il n'y a pas eu de recul fondamental des capitalistes face au travail dans les décennies précédentes ! Mais face à un mouvement social, ils trouvaient des modalités d'agir différentes pour soutenir le taux de profit qui est, depuis cinquante ans, sous une pression négative très forte liée à la baisse structurelle de la productivité.*

La baisse des gains de productivité depuis cinquante ans est un fait et c'est un fait sûr. Face à ce type de situations, les capitalistes n'ont pas 150 solutions. Premièrement, il y a le capital fictif, la financiarisation et la dette mais le système lui-même a rappelé en 2008 qu'il ne pouvait pas aller plus loin. La croissance de la sphère financière s'autonomise de la sphère productive et dépend des politiques monétaires : c'est une pression supplémentaire sur le capital. Il y avait aussi la mondialisation qui s'épuise aujourd'hui : la Chine cherche à sortir du rôle que la division internationale du travail lui a attribué dans les années 1980 et 1990 et s'ajoutent à cela les difficultés liées au Covid. L'augmentation de la durée du travail est la troisième solution : ce peut être l'augmentation de la durée journalière de travail, une augmentation sur l'ensemble de la vie, une augmentation du taux d'emploi, la baisse sous pression du taux horaire de travail, etc. Tout cela touche à la structure et à la régulation du marché du travail en France et c'est lui qui est attaqué en 1993, avec la réforme Balladur. Mais c'est surtout à partir de 2010 qu'on entre dans le dur et qu'on ne veut plus faire de concession au mouvement social. »[4]

C'est cette évolution du rapport entre les classes qui s'exprime à travers les mobilisations qui ont suivi et à travers lesquelles se construit une nouvelle conscience de classe, 2010, puis 2016, 2018, la grève des cheminots, 2018-2019 les Gilets jaunes, avant l'hiver 2019-2020 qui annonce le mouvement actuel avec en toile de fond la multiplication des grèves pour les salaires contre l'inflation. Le mouvement pour le retrait de la réforme des retraites s'inscrit dans la continuité des mouvements antérieurs, nourri des sentiments et des idées anticapitalistes qui s'y sont forgés et que l'évolution du capitalisme a renforcés. Il n'a pas encore pu se doter d'une direction, de structures démocratiques lui permettant de diriger la lutte, laissant les mains libres à l'intersyndicale. Cette dernière n'a pas craint ni

la généralisation ni la reconduction de la grève pour défendre ses propres intérêts tout en organisant la mobilisation cantonnée cependant au cadre institutionnel du dialogue social et faisant tout pour éviter l'affrontement.

Une nouvelle étape du mouvement commence. Tout le monde comprend qu'une défaite laisserait les mains libres à la bourgeoisie pour poursuivre son offensive. Le pire serait une capitulation devant la farce antidémocratique du Parlement alors que le rapport de force commence à se modifier en notre faveur face à un gouvernement affaibli, isolé. Dès maintenant, le mouvement révolutionnaire doit unir ses forces pour aider l'aile marchante de la lutte à rassembler, entraîner, généraliser la grève. Il ne peut être question de céder devant un Parlement qui se bafoue et se ridiculise lui-même.

Il y a urgence à tirer les enseignements du passé. Le mouvement révolutionnaire ne peut continuer ses errements sectaires ou opportunistes. Au regard de la nouvelle période de la guerre et de la mondialisation du militarisme, de la menace de l'extrême droite au bord du pouvoir, elle doit faire face à une urgence impérieuse, celle d'offrir un cadre ouvert et démocratique à la nouvelle génération militante de tous âges qui est entrée en mouvement ces dernières semaines.

Dans ce contexte politique, la capacité à généraliser la grève n'est pas une question de slogan ou de pétition ou d'incantations mais bien de niveau de conscience et d'organisation qui permet d'imaginer, de penser, de formuler une politique d'affrontement avec l'État et la bourgeoisie qui ne sont prêts à aucune concession.

Elle suppose une conscience claire des rapports de force et de la bataille politique avec le pouvoir qui exige une totale indépendance à son égard en comprenant les objectifs de sa politique économique et sociale indissociable de ses objectifs dans la guerre en Ukraine et de la mise en place d'une économie de guerre. Cette question de la guerre concentre les problèmes actuels des grandes puissances occidentales et de l'État français et devient une ligne de démarcation non seulement avec le pouvoir mais avec la gauche politique et syndicale dans toutes ses tendances qui s'inscrit dans la solidarité avec l'État ukrainien soutenu et armé par les grandes puissances et se refuse à dénoncer les responsabilités de ces grandes puissances dans l'agression abjecte de Poutine.

Affronter l'État et la bourgeoisie pour les faire plier sur le terrain social, c'est être prêt à remettre en cause leur politique globale au service du capital tant sur la scène nationale qu'internationale. C'est aussi et surtout être convaincu qu'un autre monde est possible. Et c'est bien pourquoi toute notre énergie se concentre sur la perspective de l'émergence d'un parti des travailleurs qui passe par une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire. Les luttes en cours en soulignent l'urgence. Le mouvement trotskyste a besoin de rompre avec son propre passé, déterminé et conditionné par une période historique révolue, pour en faire un héritage vivant, une méthode pour penser la nouvelle période du capitalisme financiarisé mondialisé. Il n'est pas possible de tourner le dos à cette tâche, l'urgence en est encore plus pressante qu'en 1995, d'abord dans le feu de l'action, à la base, unifier nos forces dans l'action, les blocages et la grève, pour préparer l'étape suivante, nous donner collectivement et démocratiquement les cadres organisationnels et programmatiques répondant aux besoins et exigences portés par le mouvement.

1 https://mensuel.lutte-ouvriere.org//lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/17-janvier-fevrier-1996

2 Ibid

3 http://vdt.npa-dr.org/brochures/pagebroch.html

4 https://www.revolutionpermanente.fr/La-France-a-la-veille-d-une-greve-de-masse-Entretien-avec-Juan-Chingo-et-Romaric-Godin